

## Paroles de la vie enseignante

### Personne ne peut le faire à notre place

---

Pointons le grand bout de la lorgnette sur la scène des printemps, été, automne et hiver 2026 à 2030 - au moins ; quels sont les enjeux qui nous attendent ?

Quelles collections de magouilles, parlementaires et conseillers d'état nous préparent-ils ?

La résolution de notre dernière AG unitaire est explicite sur ce qui fait tendance : *la politique d'austérité* est maintenue, disent-ils au 13 rue Cité-Devant, 1005 Lausanne... méchant euphémisme, mais très poli ; aussi, nous savons désormais ce que nous devons comprendre sous cette rhétorique fallacieuse : la réelle intention de la droite parlementaire, et de son CE en tête, est d'asseoir son pouvoir sur sa promesse électorale de baisse des impôts ; sur la continuité des cadeaux fiscaux aux petits copains du patronat ; tout cela aux dépens - équilibre des finances oblige - non seulement de la qualité des services publics, mais aussi de l'emploi des fonctionnaires eux-mêmes ; c'est un secret de polichinelle que l'enjeu du CE est de baisser la masse salariale, ou, comme ils disent, de *dégraïsser le mammoth*, mais voilà qui devient très malpoli ; la droite de ce canton n'y renoncera pas, elle n'en est

pas à une illégalité près ; la question - ouverte - du bouclier fiscal l'atteste.

**« Nous nous sommes promis de reconduire notre *colère*, nos *cris* et nos actions de refus à quelque coupe que ce soit, quelque forme que celles-ci puissent prendre. »**

L'enjeu pour nous est de savoir comment contrer la malveillance de ces malappris.

Rien de vraiment nouveau donc à *Crapaud-Land* ; nous le savions et nous avons convenu de nous mobiliser contre quelque coupe que ce soit à l'encontre de notre service public ; souvenez-vous, la promesse date de l'automne dernier, à même les pavés du 13 rue Cité... devant témoins : *On ne lâchera pas* criaient les vingt et les cent, les milliers que nous étions.

Nous nous sommes promis de reconduire notre *colère*, nos *cris* et nos actions de refus à quelque coupe que ce soit, quelque

forme que celles-ci puissent prendre ; en vrac, cela va du délai de carence d'au moins 6 mois pour le renouvellement des postes, à la réforme de la CPEV qui prévoit une augmentation de deux ans de l'âge minimum de retraite, à la question des décharges dans l'enseignement - celles du quotidien, non pas celles de fin de carrière - pour ne citer que les plus en vue au bout du grand bout de la lorgnette.

Mais vous savez désormais comment ça se passe dans les milieux clos et tordus qui se fréquentent aux alentours du Château ; à l'heure où vous lisez ces lignes, se trament les coups vicieux à venir ; le petit bout de la lorgnette en laisse entrevoir un, énorme pourtant : depuis Noël 2025, une épée de Damoclès plane sur notre droit de grève ; il y a les cadeaux fiscaux pour les uns et les cadeaux pourris pour les autres.

Je passe aussi vite que possible sur ce que cela signifie réellement, et que nous percevons par ailleurs clairement : la dérive résolument autocratique des autorités de ce canton ; au mépris du plus élémentaire respect du droit du travail, de la loi en vigueur - déjà extrêmement contraignante pour le droit de grève – les autocrates s'érigent en juge et partie ; ils décrètent unilatéralement et univoquement les objets licites, mais surtout illicites - les premiers ayant apparemment disparu de leurs listes – recevables ou non pour une action de grève. Noël 2026 s'annonce merveilleusement joyeux ; je vous laisse imaginer celui de 2030.

Ironie à part, nous touchons à la moelle épinière du néolibéralisme contemporain et aux prémices du fascisme auquel il aspire. Comment contrer la malveillance de ces malappris ?

Comment allons-nous réagir en sachant que, plus encore que dans leur abolition de notre droit de grève, le plus abject réside dans leur menace, leur intimidation ; leur désir d'instiller la peur en chacun, en chacune d'entre nous, afin de nous isoler, nous diviser, nous empêcher d'être non pas ensemble dans la rue, mais ensemble dans nos actions de refus, ensemble au tribunal du prud'hommes ; écoutez-les : *vous voulez faire grève ? à votre guise ; vous serez avertis, puis on vous licenciera ; on vous licenciera l'un après l'autre, dans le désert de votre solitude ; d'autres, mais de moins en moins, prendront votre place ; on achèvera alors notre politique de dégraissage et pendant tout ce temps, vous serez seuls dans votre héroïque, mais futile combat, et pour finir, vous crèverez seuls et malades chez vous.*

Voilà ce que cache leur rhétorique fallacieuse ; voilà leur cynisme.

Le plus inacceptable c'est ce désir de voir trembler les gens ; ce désir amoral de les faire taire par la peur ; ce désir abject de les acculer dans une solitude où seule ne règne plus que la résignation du *comment vais-je faire si je perds mon emploi ?*

Qu'ils agissent sur les leviers de la peur – légitime – d'un être humain, pour neutraliser la puissance des actions collectives de ces mêmes êtres humains ensemble : voilà l'inacceptable.

Le coup de la peur, comme le coup du lapin ; voilà comment leur être fasciste entend réduire au silence notre être humain.

**« Le plus inacceptable  
c'est ce désir de voir  
trembler les gens ; ce désir  
amoral de les faire taire par la  
peur. »**

Il me semble que nous devrions regarder cela en face ; le reconnaître ; l'admettre comme étant leur désir vicieux et inéluctable ; et répondre à cette arrogante inéluctabilité, par un inébranlable refus en nous appuyant sur ce que nous avons déjà expérimenté : la peur de l'autorité, la peur du lendemain, la peur des représailles, la peur, tout court ; cette peur, nous l'avons déjà vaincue.

Nous l'avons déjà vaincue, non pas parce que nous étions ensemble dans la rue, non pas parce que nous étions ensemble à provoquer la fermeture des établissements scolaires, ensemble à refuser de travailler pour enrichir un petit nombre ; mais parce que nous étions seules et seuls ; intimement seules et seuls, quand, un beau

jour, l'inacceptable nous est apparu comme une évidence.

L'inacceptable nous est d'abord apparu intimement, il est éclos au creux de notre conscience ; dans ce rapport secret que nous entretenons avec nous-mêmes ; il s'est révélé à la connaissance que nous avons de nous-mêmes, et il s'est imposé à nos valeurs ; il s'est déclaré à nous comme une valeur ajoutée à notre savoir être humain ; il a consolidé notre intime conscience et conviction de ce dont nous sommes capables, nous seules et seuls d'abord, ensemble ensuite.

Nous avons vaincu la peur par un acte de dignité, un sursaut de dignité pour nous-mêmes d'abord, pour toutes et tous ensuite.

Seules et seuls, nous avons décidé qu'il fallait qu'on se rejoigne dans la rue pour crier notre colère et pour faire grève ensemble ; ce beau matin-là, personne ne nous a forcé à le faire, nous avons agi librement, en pleine conscience de ce que nous faisons, et nous nous sommes affirmés en tant qu'êtres humains responsables, libres et solidaires.


Nous avons d'abord pris soin de nous-mêmes en nous disant qu'ils ne pouvaient pas nous faire le coup des moins 0.7%, puis celui des décharges de fin de carrière ; puis, ce soin de nous-mêmes, centré sur nous-mêmes, s'est enrichi d'une clairvoyance sur ce qui se tramait contre

notre avenir commun ; il s'est enrichi d'un savoir être solidaire et responsable du bien commun et des difficultés d'autrui, des injustices infligées à autrui ; voilà pourquoi nous avons d'ores et déjà vaincu la peur, parce qu'en reconduisant cette prise de conscience-là, ce sens-là de nos responsabilités envers le monde dans lequel nous vivons, cette conscience de notre dignité humaine - dignité qui bien avant d'être collective, nous est intime à chacun, à chacune d'entre nous ; en reconduisant cette conscience-là, pour nous d'abord, pour toutes et tous ensuite, nous pourrons refaire grève par milliers et au 13 rue Cité-Devant ils ne pourront rien contre nous, il n'y aura pas de prud'hommes ; aucune menace, aucune intimidation ne pourront jamais rien contre notre savoir de ce qui est juste, pour notre conscience d'abord, pour notre vivre ensemble ensuite.

Ils pensent que la suppression des décrets relatifs aux 0,7% et aux décharges de fin de carrière suffise à nier un droit de grève, à neutraliser notre conscience du bien commun ; c'est cracher sur notre dignité d'êtres humains ; c'est insulter notre intelligence et notre sens des responsabilités ; c'est phagocyter notre liberté de pensée et d'action ; et c'est intolérable, inacceptable.

Nous avons vaincu la peur en nous souciant de nous-mêmes et en découvrant que le souci de nous-mêmes est un vecteur

efficace de solidarité, de bien commun ; mais nous avons aussi réalisé que vaincre la peur est un vecteur d'affranchissement ; nous nous sommes désassujettis, nous nous sommes découverts capables de refus ; nous nous sommes découverts libres de penser par nous-mêmes, autonomes dans nos décisions ; nous nous sommes découverts capables de ne plus leur déléguer notre vivre ensemble ; nous avons dès lors tracé une ligne rouge en deçà de laquelle nous ne pouvons plus revenir, au risque - comme l'a dit La Boétie au XVI<sup>ème</sup> siècle déjà - de nous révéler *traîtres à nous-mêmes*.

 **Aucune menace, aucune intimidation ne pourront jamais rien contre notre savoir de ce qui est juste, pour notre conscience d'abord, pour notre vivre ensemble ensuite. »**

Nos futurs actes de refus, de désobéissance, nos futures grèves, devraient maintenant nous apparaître comme le plus urgent de nos devoirs civiques.

L'enjeu est donc de taille et nous renvoie, me semble-t-il, au rapport que nous entretenons avec notre moi intime, en lorgnant, par quelque bout que ce soit de la lorgnette, sur notre bien commun ; l'enjeu est de taille : d'une part, il y est question de

fidélité à soi-même, d'autre part, il engage notre sens de l'humanité ; en défendant la qualité de notre service public, nous défendons celle de notre humanité ; nous nous battons pour ce qu'ils ont en horreur chez nous : notre liberté, notre dignité, notre sens des responsabilités, notre sens de la solidarité, notre savoir être humain, pour nous d'abord, pour toutes et tous enfin.

Giorgio Brasey